Ça y est. Après plus de six ans de tergiversations, la Public Key Infrastructure (l'infrastructure à clé publique) est désormais opérationnelle au Cameroun. La cérémonie de lancement de cette technologie s'est déroulée ce lundi, 29 octobre 2012, à Yaoundé en présence du ministre des Postes et Télécommunications, Jean Pierre Biyiti bi Essam (photo), et plusieurs autres ministres. Selon Ebot Ebot Enow, le directeur général de l'Agence nationale des technologies de l'information et de la Communication, qui va gérer cette infrastructure, « la Pki est un instrument indispensable pour la confiance en l'économie numérique, en ce sens qu'elle permet de garantir la sécurité des données à travers l'identification, l'authentification des partenaires dans leurs transactions, l'intégrité et la confidentialité des données échangées, ainsi que la non répudiation des messages ou transactions. »

Pour Jean Pierre Biyiti bi Essam, la PKI va sécuriser au niveau le plus élevé les transactions électroniques. « Vous pouvez avoir votre compte bancaire et décider de l'utiliser de manière électronique ou encore décider de vérifier votre historique sur Internet. Or, vous savez qu'Internet est infiltré par des cybercriminels. L'infrastructure à clé publique va permettre de faire en toute sécurité les transactions électroniques, de consulter en toute sécurité votre compte, de faire vos opérations bancaires et même le transfert d'argent », explique le ministre.

Les administrations publiques ou les entreprises du secteur privé peuvent utiliser cette infrastructure. Le centre abritant la PKI situé à la Poste centrale à Yaoundé est composé de huit salles où sont installés les équipements destinés aux certificats électroniques, les caméras de surveillance ou encore des dispositifs de contrôle d'accès biométrique.

La PKI a été mis en place avec l'aide des partenaires sud-coréens. L'ambassadeur de la Corée au Cameroun pense d'ailleurs que cette infrastructure permettra au Cameroun d'atteindre le cap de l'émergence à l'horizon 2035. « Le système réduira de façon spectaculaire et efficace le temps de communication et les travaux coopératifs, en fournissant une sécurité bien définie au sein de la société », relève Cho June-Hyuck.

Beaugas-Orain Djoyum